

« Révolution écosocialiste ou « Back to the future »... avec fuite vers l'avant ? Une « base d'unité » dont l'épine dorsale ignore... l'enjeu écologique

Sort soudainement du chapeau de la nébuleuse Presse-toi-à-gauche, qui n'a jamais participé à aucun combat écosocialiste au sein du parti mais qui s'y est souvent abstenu ou même opposé, une nouvelle organisation dite « Révolution écosocialiste ». Coup sur coup, ses initiateurs produisent un tas de textes dont une « base d'unité » où il est à peine question d'écologie tout en édulcorant le marxisme dont le groupe se réclame. Leur facile critique du Plan vert de la CAQ aboutit certes à une critique de l'auto hydroélectrique mais sans en dégager une revendication de rejet. Vis-à-vis la bureaucratie syndicale et la direction Solidaire, leur cœur balance. Quand on passe en revue les faits d'arme du précédent « Réseau écosocialiste », issu de la même nébuleuse, au sein de Québec solidaire (QS), on constate que leurs interventions eu égard à l'écologie sont pour le moins problématiques. Et voilà qu'aujourd'hui leur cœur balance vis-à-vis QS lui-même sans que cette nébuleuse n'ait jamais en son sein levé l'étendard de la lutte écosocialiste. L'heure serait-elle venue d'abandonner QS alors que le parti, contrairement à l'espagnol Podemos avec lequel l'écosocialiste Anticapitalistas a rompu, a le vent dans les voiles et demeure démocratique ? Ne faudrait-il pas plutôt se démarquer au couteau du capitalisme vert et lutter au sein de QS et du mouvement social pour un concret corpus revendicatif écosocialiste ?

Une organisation révolutionnaire à la « base d'unité » avare d'écologie et tentée par le réformisme

Ce qui frappe au premier abord quand on lit la « base d'unité » du nouveau collectif « Révolution écosocialiste » ([Révolution écosocialiste : Base d'unité](#), Presse-toi à gauche, 30/11/20) c'est la marginalité qu'y occupe la question écologique traitée expéditivement en fin de texte pratiquement comme une brève annexe. On reconnaît le même traitement à la marge que le défunt « Réseau écosocialiste », dont est issu le nouveau collectif, réservait aux enjeux écologiques (Marc Bonhomme, [Brochure du « Réseau écosocialiste »... qui oublie l'écologie Un cours d'anticapitalisme 101... sans exproprier le capital](#), Presse-toi-à-gauche, 8/11/17). Rien de surprenant que ce défunt Réseau n'ait à son bilan en sept ans qu'une brochure faisant fi de l'enjeu écologique. La nouvelle organisation se réclame « *[p]our le socialisme* », et non pour l'écosocialisme malgré son nom, tout en se basant théoriquement sur la « *stratégie de la lutte des classes pour renverser le capitalisme* » dont il mine l'assise théorique marxiste, qu'on tente de condenser en introduction, soit la théorie de la plus-value qui fonde le profit. La source en est ramenée à un simple rapport de forces entre des capitalistes en concurrence et une masse de prolétaires à unifier à travers leurs multiples oppressions. Le capital financier, qui caractérise le capitalisme néolibéral, est réduit à un secteur financier en concurrence et non défini comme le centre stratégique ponctionnant le profit industriel.

Ces faiblesses peuvent paraître purement sémantiques jusqu'à ce qu'on réalise qu'elles conduisent à s'en remettre au réformisme si radical soit-il. Le texte a beau prétendre « *rejet[er] une stratégie limitée à des réformes graduelles* » comme la « *rupture avec le capitalisme n'est manifestement pas à l'agenda politique à court terme* » le « *but est de créer un mouvement de masse qui force les élites à faire des concessions – et éventuellement de les chasser du pouvoir* » c'est-à-dire « *de lutter pour des réformes structurelles qui, en plus d'améliorer les conditions de vie, amènent un transfert de pouvoir du capital vers notre classe* » ce qui « *combinées à un gouvernement engagé dans des réformes structurelles, devront mener à une situation de rupture avec le capitalisme* ». Comme quoi chasser l'étapisme par la porte, il revient par la fenêtre au point que le théorique « *renverser le capitalisme* » devient en pratique un simple « *transfert de pouvoir* ». On se demande d'ailleurs pourquoi le prolétariat voudrait renverser le capitalisme si sous le capitalisme il peut « *améliorer [s]es conditions de vie* » et se doter d' « *un gouvernement engagé dans des réformes structurelles* ».

C'est d'abord l'urgence écologique-climatique qui fonde l'urgence de la révolution écosocialiste

Si dès le point de départ, la « base d'unité » s'était appuyée sur une solide analyse de l'urgence écologique, combinaison d'urgences climatique, océanique, pandémique, de biodiversité et d'épuisement des sols, et sur l'impossibilité capitaliste d'y répondre, surtout pas le capitalisme vert restant prisonnier des solutions passant par le marché, l'illusion réformiste ne l'aurait peut-être pas piégée. Daniel Tanuro a explicité cette urgence à plusieurs reprises dont encore l'été dernier il soulignait d'entrée de jeu que « *[l]a situation depuis 2010 n'a fait que s'aggraver. Les émissions de CO2 ont continué d'augmenter, et le taux de la hausse a même été plus élevé* ».

en moyenne que celui du siècle passé. [...] Déjà, nous avons atteint un niveau de CO2 dans l'atmosphère qui n'avait plus existé depuis le Pliocène, il y a 3 millions d'années, c'est-à-dire bien avant que notre espèce n'existe. » (Crise climatique : [L'idée même de « capitalisme vert » est une imposture — « L'écosocialisme peut nous sortir du consumérisme effréné »](#), ESSF, 13/06/20). Le passage suivant d'un texte de l'écosocialiste Ian Angus, éditeur canadien de site web Climate and Capitalism, aurait pu inspirer une introduction adéquate pour la base d'unité d'un groupe se prénommant « Révolution écosocialiste » :

Vers la Terre-étuve ?

La recherche dans le domaine de la science du système terrestre produit de plus en plus de preuves confirmant, comme l'écrivait l'écologiste radical Barry Commoner il y a cinquante ans, que « le système de production actuel est autodestructeur ; le cours actuel de la civilisation humaine est suicidaire ». Voici quelques exemples tirés d'études récemment publiées :

Le réchauffement de la planète : Les cinq années les plus chaudes jamais enregistrées ont été 2015, 2016, 2017, 2018 et 2019 [auquel il faut ajouter 2020 comme année la plus chaude à égalité avec 2016, NDLR].

La biodiversité : Les populations d'insectes terrestres ont diminué de 25 % depuis 1990.

Océan Arctique : la couverture de glace d'été diminue de près de 13 % par an.

Les poissons : Environ 90 % des populations de poissons océaniques sont aujourd'hui pleinement exploitées, surexploitées ou épuisées.

Destruction des terres : Selon les endroits, les sols fertiles sont érodés entre dix et cent fois plus vite que les nouveaux sols ne peuvent se former.

La déforestation : En moyenne, une zone de couverture forestière de la taille du Royaume-Uni a été perdue chaque année de 2014 à 2018.

Cette liste pourrait être étendue à l'infini : presque chaque partie de la biosphère se dégrade à un rythme sans précédent. Mais l'Anthropocène implique plus qu'une accumulation de problèmes environnementaux. Il s'agit d'une crise du système terrestre - une perturbation des processus biologiques, chimiques et physiques mondiaux qui interagissent constamment et dans lesquels une modification d'une partie quelconque peut affecter le reste. [...]

Un rapport de 2018 signé par seize des plus grands scientifiques du système terrestre a examiné les effets possibles du réchauffement climatique sur les cycles complexes et les rétroactions qui façonnent l'ensemble de la planète. Ils ont identifié dix processus qui ont un impact global et qui pourraient être radicalement accélérés par des augmentations de température relativement faibles, notamment la fonte du permafrost, la libération d'hydrates de méthane dans les fonds océaniques, l'affaiblissement de l'absorption du dioxyde de carbone terrestre et océanique, l'augmentation de la respiration bactérienne dans les océans, le dépérissement des forêts amazoniennes et/ou boréales, la réduction de la couverture neigeuse du nord, la perte de la glace de mer de l'Arctique et/ou de l'Antarctique et la fonte des calottes polaires. [...]

Si une telle cascade se produit, la terre pourrait être propulsée de manière irréversible vers « une température moyenne mondiale beaucoup plus élevée que celle de tout interglaciaire au cours des 1,2 millions d'années passées et vers des niveaux de mer nettement plus élevés qu'à n'importe quel moment de l'Holocène ». [...]

En plaçant fermement le changement climatique dans le contexte de l'Anthropocène, des études telles que celles-ci remettent en question l'idée que le réchauffement de la planète peut être résolu par des changements mineurs et des réformes du marché. Des mesures progressives telles que la tarification du carbone ne peuvent pas résoudre les problèmes systémiques qui font monter sans relâche les températures mondiales et poussent la terre dans un état nouveau et sans précédent dans lequel l'avenir de la civilisation elle-même est en péril.

(Ian Angus, [Facing the Anthropocene: An Update](#). Monthly Review, November 2020, ma traduction)

Quand les bottines ne suivent pas les babines ou le refus d'engager la lutte politique

Cette marginalisation de la question écologique se manifeste concrètement dans le seul texte conjoncturel de ceux et celles que l'on présume être à l'initiative du groupe. « Ces dernières [les cibles de réduction de gaz à effet de serre] devraient dépasser les 50% pour 2030. » (Bernard Rioux et Roger Rashi, [Un plan vert écosocialiste et démocratique du 21e siècle](#), Presse-toi-à-gauche, 18/11/20). Selon Daniel Tanuro, « [i]l faudrait, d'après le GIEC, réduire nos émissions de CO2 de 58 % d'ici 2030 pour avoir une chance sur deux de rester sous 1,5°C de réchauffement. [...] Et encore, si l'on tient compte des responsabilités historiques dans les émissions de CO2, les pays développés comme les nôtres devraient diminuer leurs émissions de 65 % d'ici 2030. » D'où vient cette gêne des auteurs alors que le programme de Québec solidaire dit clairement qu'« [a]fin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67 % de réduction en dessous du niveau de 1990. » Est-ce parce que les deux auteurs sont restés silencieux lors du conseil national (CN) du printemps 2018 quand la direction du parti a forcé la main au CN, malgré les fortes objections de la délégation de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve pour préserver l'intégrité du programme, afin de réduire cette cible à 50% le temps

des élections de 2018... pour finalement se doter d'une plateforme électorale sans aucune cible intermédiaire ?

Cette démission n'était ni la première ni la dernière. Lors du congrès de 2016 quand la droite du parti avait tenté d'effacer toute mention de cible GES 2030 dans le programme (et tout rejet du marché et de la taxe carbone), nul autre que le coordonnateur du Réseau écosocialiste, aujourd'hui un des initiateurs de l'actuel Révolution écosocialiste, avait appuyé cette offensive de la droite pendant que les deux autres initiateurs restaient silencieux (voir mon blogue « [Bilan et perspective suite au congrès de Québec solidaire](#), 5/06/16). Heureusement, le Comité thématique environnement et énergie (CTÉE) du parti, auquel personne du Réseau écosocialiste ne participait, a tenu bon en déployant kiosque, littérature et interventions, et non seulement remporta le débat mais en prime écarta une proposition mitoyenne de 50%.

Après l'élection de 2018, le principal débat écologique interne se déplaça vers le Plan de transition, à la mode capitalisme vert, concocté par un obscur comité de travail sur la base d'un rapport d'experts d'une officine appartenant à la nébuleuse péquiste et jamais ni discuté ni voté par la base militante du parti. Le CTÉE, qui comme composante concernée de la Commission politique aurait dû d'office être pleinement partie prenante de l'élaboration de ce plan, fit des pieds et des mains dans un premier temps pour voir le rapport des experts, en vain, puis pour élargir le débat, encore en vain. Finalement la direction du parti a brusquement et sans explication abandonné le Plan de transition à la mi-2020 obligeant la CTÉE à laisser sur le carreau son propre travail de critique rendu à mi-chemin pendant que le Réseau de la militance écologique (RMÉ) du parti tournait autour du pot avec ses conférences virtuelles sans véritablement prendre la bête par les cornes. La seule initiative prise à cet égard par le site web Presse-toi-à-gauche, nébuleuse dont sont issus le Réseau puis Révolution écosocialiste, fut de publier de temps à autre mes critiques personnelles du Plan (Marc Bonhomme, [Reconstruire le Plan de transition Solidaire à la mode anticapitaliste](#), Presse-toi-à-gauche, 16/06/20) sans se positionner lui-même et sans que les initiateurs connus de Révolution écosocialiste ne l'aient jamais fait.

L'embauche des 250 000, une revendication transitoire ouvrant une brèche vers l'écosocialisme

L'année 2020 s'est achevée par le débat sur l'embauche de 250 000 personnes dans les services publics et le communautaire. Adoptée au CN de septembre à l'encontre de l'opposition véhémente de la direction du parti, cette proposition fut rejetée au CN de novembre, à la suite d'une autre intervention carabinée de la direction, comme axe principale de la campagne politique devant être déclenchée en janvier 2021 (Marc Bonhomme, [La revendication des 250 000 au cœur du dernier Conseil national des Solidaires](#), Le Québécois, 29/11/20). La nébuleuse Presse-toi-à-gauche, s'étant d'abord montrée sympathique à cette revendication par la publication d'un article ou l'autre sur le sujet mais sans se compromettre elle-même, a soudainement virer capot sous prétexte de « *piège* » empêchant la consultation avec le mouvement social. Cette nébuleuse sait pourtant fort bien que cette consultation n'aurait pas lieu et que même si elle était amorcée elle n'aboutirait pas étant donné que les directions très majoritairement bureaucratiques du mouvement social sont concertationnistes quitte à noyer le poisson dans de grandiloquents plans destinés à épater la galerie.

Cette tactique en trompe-l'œil permet d'éviter d'audacieuses et compromettantes revendications concrètes et pointues aptes à favoriser la mobilisation d'un mouvement social en panne. Ce type de revendication appartient à l'ensemble de ce que le mouvement trotskyste nomme « programme transitoire » en ce sens de créer une voie de passage entre le statu quo, amélioré ou non à la marge, et l'alternative d'une société de prendre soin et de plein emploi écologique. Fait partie du lot la revendication des 250 000 soutenue par la Commission politique du parti et par l'IRIS, le principal think-tank de gauche du Québec. Nos initiateurs de Révolution écosocialiste n'ont pas compris le sens de transitoire quand ils parlent de « *réformes transitoires* » définies comme « *des réformes structurelles qui, en plus d'améliorer les conditions de vie, amènent un transfert de pouvoir du capital vers notre classe* ». Il ne s'agit pas de réformer le capitalisme néolibéral et encore moins d'un retour au capitalisme de l'État providence qui n'a été concédé que parce que la révolution frappait à la porte en Europe de l'Ouest et en Asie du Pacifique et surtout qui n'a causé aucun « *transfert de pouvoir* » mais qui a plutôt consolidé le pouvoir de la bourgeoisie contre un plat de lentilles que le néolibéralisme ne cesse de réduire à sa portion congrue.

Des révolutionnaires ignorant les grands soulèvements depuis 2011 et minimisant le bureaucratisme

Il s'agit de créer une dynamique anticapitaliste dans les plus brefs délais pour arrêter la courbe exponentielle vers la terre-étuve. Il est faux d'affirmer qu'« *[u]ne rupture avec le capitalisme n'est manifestement pas à l'agenda politique à court terme.* » Elle ne l'était pas non plus en janvier 1917 dans la barbare noirceur de la

Première guerre mondiale et pourtant... La « base d'unité » se réfère aux échecs des gauches institutionnelles d'Amérique latine et aux tentatives avortées de type social-démocrate des ÉU, de Grande-Bretagne et d'Espagne présentées comme des « *signes prometteurs* » alors qu'ils sont des voies stratégiques — extractivisme redistributeur, populisme, entrisme dans des partis capitalistes — à éviter. Mais la « base d'unité » ignore l'éléphant historique dans la pièce soit les immenses soulèvements populaires enclenchés en 2011 qui n'ont pas dit leur dernier mot malgré certains cruels revers et le choc pandémique. De dire Gilbert Achcar, « *[h]uit ans après la première vague révolutionnaire, la région a connu une seconde vague inaugurée par le soulèvement soudanais enclenché il y a deux ans, le 19 décembre 2018. Il a été suivi en 2019 par le HIRAK algérien et les soulèvements en Irak et au Liban* » ([2010-2020 : La première décennie du processus révolutionnaire arabe](#), ESSF, 16/12/20) auxquelles hors du monde arabe s'ajoutent en pleine pandémie la Biélorussie et la Thaïlande et peut-être même l'Inde. Même la récente mobilisation par millions de Black Lives Matter aux ÉU annonce des temps nouveaux.

Depuis dix ans les peuples sont au rendez-vous de la révolution mais la gauche anticapitaliste est aux abonnés absents toujours engluée dans les vieilleries du XX^{ie} siècle dont la « base d'unité » est un échantillon loquace. Bien sûr, révolution il y aura seulement quand y participeront de plein pied les producteurs directs de plus-value y compris ceux de la logistique et pas seulement la minorité syndiquée. Mais tout aussi cruciale est la participation des reproductrices de la force de travail, tant dans les services publics largement syndiqués et communautaires que dans le travail domestique gratuit, comme le nouveau féminisme le fait valoir. Par contre, la « base d'unité » s'en tient à la vision traditionnelle du féminisme (et du mouvement des personnes racisées et LGBTQ+) comme étant essentiellement à côté du mouvement syndical alors qu'objectivement l'essentiel de leur intégration a déjà été accompli par la croissance fulgurante des services publics (et privés) et leur féminisation depuis la Deuxième guerre mondiale, et dont une grande partie est syndiquée, transformation structurelle majeure que le néolibéralisme a faite reculer mais non éliminée tant s'en faut. Cette obnubilation pour le syndicalisme traditionnel, à démocratiser par la base, est d'autant plus troublant que la « base d'unité » escamote la dénonciation de la caste bureaucratique en invitant à « *travailler de concert avec les dirigeants et les appareils syndicaux* » qui pourraient cependant être « *réfractaires* » alors qu'appareil et haute direction sont matériellement opposés à toute démocratisation syndicale autre que cosmétique. Ce lapsus en dit long sur les véritables accointances de ces messieurs initiateurs.

La nostalgie du socialisme du XX^{ie} siècle avec son centralisme disciplinaire et son ultra syndicalisme

Même le sens donné à écoféminisme est dépassé. Certes, il s'agit d'une terre-mère victimisée par le capitalisme patriarcal tout comme les femmes le sont. Mais l'envers de la médaille en est l'alternative d'une société de prendre soin (care) tant des gens que de la terre-mère ce qui fonde la convergence entre écoféminisme et écosocialisme. L'on peut définir ce dernier comme une société de démocratie participative mettant fin à la crise du système terrestre et ayant donc aboli la propriété privée du capital financier et des transnationales pour établir une égalitaire économie de plein emploi écologique, société fondée sur la production de valeurs d'usage et tendant vers la disparition de l'exploitation et de l'oppression. La « base d'unité » ignore la convergence écoféminisme / écosocialisme de « prendre soin » pour se satisfaire de celle édulcorée luttes syndicales / luttes des femmes réduisant la très diversifiée lutte sociale contemporaine à la bonne vieille « lutte des classes » patronale-syndicale du XX^{ie} siècle. Il n'y a pas d'objection de principe, loin de là, à appeler « lutte des classes » les éclatées luttes sociales d'aujourd'hui. Mais il faut quand même se rendre compte que le stalinisme et la social-démocratie sont passés par là corrompant un vocabulaire qui reste collé à une époque historique et à ses limites.

La même inquiétude surgit à l'examen des statuts ([Révolution écosocialiste - Propositions sur les structures et le fonctionnement](#), Presse-toi-à-gauche, 17/11/20) qui ont un air de « centralisme démocratique » d'antan. Le découragement des structures régionales au profit des spécialisés « *domaines d'activité* » favorise le centralisme montréalais même si étonnamment le texte dit le contraire. Quant à la remise en question du vote majoritaire sous prétexte de consensus, elle laisse songeur. Qui décidera et sur quelle base et avec quel pourcentage ? On est frappé par la mainmise du petit « comité éditorial » sur l'ensemble du contenu et des outils de communication tout en laissant la poutine interne au plus nombreux comité de suivi et les embêtements techniques au comité informatique. Comme la nouvelle organisation politique ne participera pas aux élections, laissées à QS qui devient de facto un « *domaine d'activité* » spécial, et que dans les autres domaines l'organisation fera de l'entrisme qu'on présume à visage découvert, l'orientation politique et sa communication sous l'égide du « comité éditorial » sera son pain et son beurre. Les assemblées générales fréquentes ne risquent d'être qu'une couverture à cette concentration de pouvoir. Elles deviendront vite purement réactives vis-

à-vis le noyau dirigeant. Le pouvoir éditorial et de communication doit être pluriel tout en étant coordonné et quitte à ce que l'assemblée générale tranche en cas de désaccord. Et dans ces courts statuts, on n'a pas oublié la discipline interne confiée à un comité spécial qui pourra ainsi surveiller et isoler la dissidence au lieu que les litiges soient traités directement par les structures régulières.

Une rupture furtive avec QS sans y avoir mené la lutte politique et tout en évitant de se compromettre

Quant aux rapports avec QS, on sent ambivalence et tergiversation. On a beau dire, plus clairement dans une entrevue (Benoît Renault, [Un nouveau projet, la « Révolution écosocialiste »](#), Nouveaux cahiers du socialisme, 24/11/20) que dans les textes officiels, que la nouvelle organisation œuvrera à enraciner QS dans les luttes sociales, à le démocratiser / débureaucratiser et à « clarifier » son programme vers la rupture anticapitaliste, le cœur est ailleurs. De dire cet initiateur de Révolution écosocialiste, « nous aurons besoin d'un parti écosocialiste de masse. Est-ce que Québec solidaire peut devenir un tel parti? Nous avons des avis partagés sur la solidité des obstacles sur le chemin d'une telle transformation » car, ajoute-il en conclusion de l'entrevue : « [m]ais sans les développements souhaités sur le plan de l'enracinement social et de la démocratie interne, l'adoption de belles résolutions radicales serait une victoire à la Pyrrhus. Nous ne sommes pas des "résolutionnaires". » Voilà la clef de la démission du nouveau groupe vis-à-vis QS, le refus de la lutte politique au sein du parti comme si une victoire à ce niveau ne pouvait pas favoriser les deux autres tâches, comme si le rapport entre les trois tâches n'était pas dialectique et non unilatéral. Une victoire pour la résolution de l'embauche des 250 000 comme priorité de la prochaine campagne politique aurait été un encouragement à la lutte pour la démocratie interne et un atout pour insérer le parti dans la lutte contre GNL-Québec, la campagne écologique de l'heure au Québec, en tant qu'alternative à cette croissance extractiviste. Cette revendication concrète aurait aussi donner un horizon mobilisateur à la dynamique syndicale toussoteuse du secteur public, l'enjeu clef des rapports sociaux — des rapports de classe justement ! — au Québec.

La même démission s'annonce face au train aérien dit REM de l'Est (de l'Île de Montréal), projet très coûteux et sans gain écologique (Marc Bonhomme, [Le REM de l'est comme celui en construction est une arnaque anti-écologique](#), Le Québécois, 24/12/20) qui cannibalise les projets de transport en commun déjà construits (ligne verte du métro, train de l'est) en construction (autobus rapide du Bld. Pie-IX) ou annoncés (tramway Notre-Dame). Ceux-ci, contrairement au REM, sont situés majoritairement dans la trame urbaine donc requièrent une éviction partielle de l'auto solo ce qui est un abominable crime de lèse-char qu'aucun politicien « sérieux », Québec solidaire compris, ne saurait commettre encore moins vis-à-vis l'est francophone alors que l'ouest anglophone a obtenu son REM déjà en construction. Nos révolutionnaires écosocialistes aussi, jusqu'ici, se taisent sur le REM de l'est. Assoupissement du temps de Fêtes ? On verra. Dans leur critique du plan vert tout électrique du gouvernement québécois (Bernard Rioux et Roger Rashi, [Un plan vert écosocialiste et démocratique du 21e siècle](#), Presse-toi-à-gauche, 18/11/20), deux des initiateurs de la nouvelle organisation à juste titre tombe à bras raccourcis sur l'auto solo y compris celle hydroélectrique. Mais ils prennent bien garde de conclure en une revendication claire, nette et précise qui ne pourrait être que l'interdiction dès 2030 de la vente d'auto solo individuelle, quelque soit le carburant, (et un programme de rachat avec plafond) et de son corollaire, l'interdiction, dès maintenant, de la construction de maisons individuelles ou même en rangée dans les zones urbaines. Ainsi, par leur silence complice, ils laissent ouverte la brèche du « moins possible » d'autos électriques des organisations écologiques réformistes dans laquelle s'engouffrent les transnationales de l'automobile et les GAFAM-Tesla fermement appuyés par les gouvernements qui subventionnent à la planche les véhicules électriques — un généreux 13 000 \$ au Québec et non pas 8 000 \$ comme le disent nos auteurs.

Un concret et exigeant écosocialisme à contre-courant du trompeur capitalisme vert à la mode

Ces revendications radicales sont une ligne de démarcation, une ligne dans le sable pour employer l'expression anglaise, entre le capitalisme vert et l'écosocialisme.

- Financièrement l'écosocialisme se démarque du capitalisme vert par le rejet de la régressive écofiscalité (taxe et marché carbone) nécessairement encadrée par le marché sous contrôle du capital financier et oligopolistique. Il favorise plutôt l'expropriation du secteur financier et des transnationales stratégiques (énergie, transport, communication, santé) de même qu'une réforme fiscale radicale frappant l'accumulation du capital sous toutes ses formes (profit, capitalisation, patrimoine, héritage, consommation luxueuse).
- Productivement, l'écosocialisme exige la fin immédiate de toute expansion des énergies fossiles et la fin

de leur utilisation énergétique d'ici 2030 tout en récusant les fausses solutions que sont la bioénergie avec captage et stockage du carbone (BECSC) et autres géo-ingénieries d'apprentis-sorciers tout comme la bombe à retardement qu'est l'énergie nucléaire, même si ces solutions sont préconisées par le GIEC-ONU et plusieurs écologistes réformistes. Il exige plutôt une immédiate réduction énergétique par des programmes audacieux de conservation-réduction de l'énergie en particulier pour les bâtiments qui peuvent avoir dès maintenant une consommation nette nulle, pour l'aménagement des villes, des relations urbain-rural et du commerce afin de minimiser les transports, pour une agriculture rejetant l'agro-industrie en faveur de la bio-agriculture, dont celle urbaine, sans engrais, herbicides-pesticides et semences artificiels. Cette réduction a à être combinée avec un complément d'énergies renouvelables, devenues moins chères que celles fossiles, en autant que celle-ci ne deviennent pas la panacée sans réduction des besoins énergétiques qu'en fait le capitalisme vert qui les voit comme une lente transition avec BECSC et nucléaire pour ne pas menacer la rentabilité des pétrolières et de leurs financiers.

- Côté consommation, l'écosocialisme exige la fin de la consommation de masse dont la base matérielle est le logement privé, particulièrement la maison individuelle, et le véhicule privé, tout comme il exige la réduction drastique de la consommation carnée et la mise en échec de l'obsolescence programmée par des politiques de durabilité et de garantis-réparations accessibles et à la charge des entreprises. Le logement collectif autogéré, le transport en commun et actif y compris l'autopartage complémentaire, l'alimentation essentiellement végétarienne, la bonification drastique des services publics existants (santé, éducation, garderies, transport, logement) et le développement de nouveaux services publics (finance, alimentation et énergie de base, communication) jusqu'à la disparition des composantes privées seront le visage de cette société de prendre soin. S'y développeront les relations sociales et la créativité artistique et scientifique grâce au temps de travail salarié réduit et à l'ouverture au monde, dont les personnes réfugiées, aux dépens du mesquin individualisme consommateur de méfiance envers l'Autre laquelle alimente racisme et sexisme.

Recommencer la même erreur sous un autre format à l'ancienne

« Révolution écosocialiste » n'est finalement ni révolutionnaire ni écosocialiste pas plus que la « révolution tranquille » d'antan n'était ni révolutionnaire ni tranquille. C'est une organisation constituée en catimini sans prendre le temps de faire un bilan de l'intervention éclatée des petits groupes et individus anticapitalistes au sein de Québec solidaire et encore moins de faire un bilan concomitant de la dynamique de ce parti car on ne peut pas faire l'un sans faire l'autre. On procède exactement comme on l'a fait lors de la fondation du « Réseau écosocialiste » en 2013 « *...devenu un simple lieu d'échange plutôt qu'une organisation militante* » d'avouer aujourd'hui un de ses anciens coordonnateurs dans son entrevue concernant la fondation de la nouvelle organisation. Pour parler franchement, ce réseau n'a jamais rien accompli ni pratiquement ni théoriquement pas plus au sein de QS qu'en dehors. Cette stérilité a fait du concept d'écosocialisme au sein de la gauche québécoise soit une farce soit une banalité. Les quelques victoires programmatiques de type écosocialistes au sein du parti n'ont rien à voir avec cette nébuleuse autour de Presse-toi-à-gauche elle-même ayant un rapport opaque avec le petit groupe Gauche socialiste qui a renoncé à toute présence publique œuvrant plutôt comme une franc-maçonnerie au sein du parti. Au contraire, cette nébuleuse a souvent été un obstacle, jamais un appui aux « résolutionnaires » — quel mépris masquant la démission — au sein du parti.

Aujourd'hui on pense corriger le tir en fondant avec la même méthode de fuite en avant un nouveau groupe s'inspirant des méthodes d'organisation du socialisme du XX^{ie} siècle aux antipodes cette fois-ci du nouveau mouvement social fonctionnant sur la base du réseautage. Certes, on peut considérer avec un sourire en coin cet horizontalisme à la mode, réactif au centralisme démocratique de jadis en fait au centralisme bureaucratique, qui nuit tant à la construction de nouveaux types d'organisation consolidant et approfondissant le spontanisme des réseaux. Mais on ne peut pas non plus faire fi de cette exigence démocratique résultant de la propension, prouvée historiquement, du centralisme démocratique à se transformer en centralisme bureaucratique ce qui s'explique par l'irrésistible tentation du verticalisme qui imprègne la hiérarchisée société capitaliste. Plus que jamais, ce verticalisme va à l'encontre d'un prolétariat instruit et informé comme jamais mais méfiant à l'égard d'un socialisme historique au passé lourd, contradiction qui se résout par encore plus de démocratie. On en déduit la nécessité du dispersement des pouvoirs (secteurs, régions, thèmes) tout en les coordonnant, une limite de mandat, une représentation proportionnelle des tendances et peut-être un mécanisme de contrôle du bureaucratisme, et ultimement l'arbitrage de l'assemblée générale pour qu'elle devienne le véritable lieu du pouvoir.

QS n'est pas une cause perdue comme Podemos, encore faut-il mener concrètement la lutte interne

La nouvelle organisation, en rendant facultatives l'appartenance et la militance au sein de QS, se dédouane d'un bilan du parti comme par exemple l'organisation espagnole Anticapitalistas l'a fait du parti Podemos tout comme de son intervention en son sein (Manuel Gari, [Etat espagnol : splendeur et crépuscule de Podemos – Les raisons d'un adieu](#), ESSF, 9/09/20) pour conclure qu'elle devait rompre avec ce parti. On remarque que QS n'a finalement pas fait d'alliance avec le PQ avant qu'il ne soit moribond, même si la raison en est plus le refus du PQ avant qu'il ne soit dans les câbles que la volonté de QS tiraillé entre sa base partisane du rejet et sa direction tentée par l'alliance, alors que Podemos participe comme partenaire junior à un ministère du Parti socialiste social-libéralisé (dont la gestion de la pandémie est aussi épouvantable que celle de la CAQ). On remarque que cette victoire de la base Solidaire vis-à-vis cet enjeu stratégique n'a été possible qu'à cause du bon fonctionnement relatif de la démocratie interne du parti si électoraliste soit-elle, contrairement au populiste fonctionnement plébiscitaire de Podemos qui a consacré un culte du chef charismatique soutenu par le vote internet de membres passifs obnubilés par son vedettariat médiatique.

Mais il est vrai que depuis le succès relatif de l'élection de 2018 et surtout depuis la pandémie on remarque que s'insinue un début de fonctionnement plébiscitaire avec l'enflure de l'aile parlementaire qui s'impose au Comité de coordination nationale et avec le recours à des conférences zoom sans clavardage ni vote ce qui permet un contact direct de la députation avec les membres sans passer par les structures électives du parti. Le carabinage de la proposition de l'embauche des 250 000 par l'aile parlementaire en témoigne. Les déficiences démocratiques au sein de QS ont engendré la création du groupe «Solidaires pour la démocratie interne» aujourd'hui en dormance. Pourquoi ? Ce groupe a fait la même erreur qu'Anticapitalistas, admise en autocritique, mais sans en avoir ni l'assise programmatique ni la consistance organisationnelle loin de là, de concentrer « *ses efforts presque exclusivement sur la réponse à la question démocratique interne, une question vraiment importante, mais sans poser de façon suffisamment énergique la bataille pour un projet politique* ». Pourtant l'asphyxie démocratique due à la direction Solidaire, tout comme celle de Podemos, provient de son adaptation électoraliste vers le centre gauche aux dépens du « *dépassement du capitalisme* » promis au départ.

Doit-on en conclure pour autant que QS comme appartenant aux « *organisations anti-néolibérales de masse, démocratiques et aptes à livrer les batailles électorales de façon complémentaire avec les luttes sociales* » est une faillite ? La lutte politique en son sein n'a pas dit son dernier mot car encore faut-il la mener en utilisant avec le maximum de pro-activité et d'esprit critique toutes les forces dont on dispose, tous les lieux où on est présent, toutes les occasions qui se présentent et non pas en menant une valse-hésitation un pied en-dedans et un pied en-dehors pour ne pas avoir à trancher et tout en évitant comme la peste tout débat concret comme on l'a vu plus haut. Notons en passant que nos braves initiateurs s'abstiennent de participer aux riches débats du réseau privé « réflexions stratégiques solidaires » (RSS) comptant près de 900 membres du parti. Qu'en serait-il de Révolution écosocialiste hors QS si ce n'est être une autre secte d'extrême-gauche et non pas un groupe sortant la tête haute comme Anticapitalistas qui ayant mené une lutte acharnée en toute visibilité et tambour battant, et non pas comme une insidieuse franc-maçonnerie, a pu transformer son échec en multiplication de ses forces militantes tout en se gagnant une large audience à travers ses porte-parole ? Le site web Presse-toi-à-gauche, au centre de la nébuleuse, est certes une référence comme collecteur d'information utile à la gauche tout en servant à ses animateurs à passer des messages tenant lieu de ligne politique minimaliste mais il ne saurait compenser le vide programmatique et organisationnelle que seule peut remplir une organisation politique menant la lutte politique à visage découvert.

La revendication des 250 000 donnerait sens à la campagne politique tout en l'articulant à la plateforme

Au dernier CN, QS s'est assigné comme tâche principale d'ici le congrès de l'automne 2021, avec une étape intermédiaire au CN de mai 2021 pour les « axes prioritaires », de se doter de sa plate-forme électorale pour l'élection prévue à l'automne 2022. On ne peut que se réjouir que le parti disposera d'un an pour populariser sa plateforme et qu'il se soit doté d'un processus démocratique par étapes pour y arriver... tout comme on peut regretter qu'il le fasse sans s'appuyer sur un plan de transition climatique envoyé aux poubelles au lieu de l'amender de fond en comble. En parallèle, le parti compte mener une campagne politique reposant sur deux piliers soit une modeste réforme fiscale anti austérité qu'annonce la crise économique et une insertion dans la campagne anti GNL-Québec en cours menée par le mouvement écologique. On remarque que les deux piliers de cette campagne sont complètement inarticulés l'un envers l'autre ce qui n'aurait pas été le cas si la revendication de l'embauche des 250 000 comme revendication principale de la campagne avait été adoptée car

elle aurait été comprise comme l'amorce d'une relance écologique et anti-pandémie d'une société alternative de prendre soin s'opposant à une relance extractiviste basée sur les hydrocarbures. Cette conjoncture impose à un groupe prétendant à la révolution écosocialiste d'y identifier concrètement des axes ouvrant des brèches écosocialistes ce qu'accomplit la revendication des 250 000 laquelle a tout de même été votée comme faisant partie de la boîte à outils de la campagne politique.

En fait, ces deux tâches sont complémentaires car la revendication des 250 000 est tout à fait appropriée comme axe prioritaire de la plateforme en tant qu'amorce menant à une transition vers une société de prendre soin. Et comme revendication de la campagne politique elle est une main tendue au mouvement social à la fois dans ses dimensions écologiste comme porte ouverte vers l'alternative, syndicale comme horizon pour la lutte du secteur public et éco-féministe comme boostant et valorisant le travail de reproduction sociale. En ce sens, cette revendication faciliterait la tâche stratégique de transformer QS en parti de la rue tout en se servant de la campagne politique et éventuellement celle électorale pour y arriver. Comme tant la campagne politique que la première phase consultative pour la plateforme doivent débiter ce mois-ci (janvier 21), il est impérieux de cogner sur les bons clous revendicatifs tout en intervenant dans tous les forums qui seront ouverts. On ne peut pas se contenter de prêcher aux membres de rejoindre les organisations écologiques participant à la campagne GNL-Québec, ce que la plupart des membres concernés font sans doute déjà, et d'y populariser une revendication complètement décrochée de la réalité de cette campagne. Qu'au moins on se serve de la revendication des 250 000 et qu'on examine comment contribuer au plan d'action déjà en place après avoir fait l'état des lieux. Quant à la consultation pour la plateforme électorale, il devient urgent pour les révolutionnaires écosocialistes de dégager de concrets axes prioritaires, en plus de la revendication des 250 000, qui annoncent et mènent à la rupture anticapitaliste.

La concrétude peut mener au « réalisme » comme l'hydroélectricité abondante à un nouvel extractivisme

La concrétude anticapitaliste des revendications permet d'éviter le double piège : de un celui du capitalisme vert, propre à la grande majorité des écologistes patentés, lequel pêche par concrétude dite réaliste se pliant aux limites de l'économie de marché; de deux celui de l'utopisme des généreux principes généraux, à la mode de la direction Solidaire, lesquels confondant moralisme et politique ne mobilisent personne tout en noyant le poisson, ou des plans grandioses de lendemains qui chantent, à la mode Québec ZÉN, qui enchantent sur le coup pour ensuite ramasser de la poussière sur une tablette fautive de stratégie autre que la surannée concertation sociale avec le gouvernement et le patronat. Le débat avorté sur le Plan de transition Solidaire aura au moins mis la table pour identifier ces quelques revendications clefs ouvrant le passage vers les grands soulèvements inaugurés en 2011 et qui n'ont de cesse mais à qui il manque l'épine dorsale d'une organisation politique implantée dans le mouvement social et munie d'un corpus de revendications mobilisantes. Québec solidaire a déjà atteint la taille d'une organisation ayant une telle crédibilité mais à qui il manque tant cette implantation organisée, à distinguer de celle informelle, et ce corpus. Quelles pourraient être ces revendications au jour d'aujourd'hui ajustées à l'espace québécois ?

Grâce à son abondante hydroélectricité en ce moment en surplus, à l'absence d'hydrocarbures exploitables dans son sol et à la fermeture de sa seule centrale nucléaire, ne reste plus au Québec qu'à interdire le transit d'hydrocarbures tel celui de GNL-Québec et celui par trains ce qu'un Québec indépendant pourrait faire d'ici 2030. Plus difficile est de mettre fin à la consommation d'hydrocarbures soit directement essentiellement par les transports, dont ceux internationaux par air et par mer non comptabilisés, sans oublier ceux générés par l'agro-industrie largement sous-estimés par la statistique — ils pourraient compter pour le tiers — car dispersés dans d'autres secteurs (transport, industrie, commerce, déchets) et d'origine non-énergétique (engrais, herbicides...), et indirectement par l'importation de produits de consommation, dominés par les plastiques, surtout d'Asie de l'est. Une fois entendue la relativement facile et évidente interdiction de l'exploration, de l'exploitation et du transit des hydrocarbures tout en appuyant fermement les courageuses revendications du mouvement écologiste canadien-anglais allant dans ce sens, surtout celles originant des luttes des peuples autochtones telle celle des Wet'suwet'en, il faut s'attaquer au régime de production productiviste et extractiviste et à son corollaire la consommation de masse assise sur l'aliénation individualiste.

L'atout de l'hydroélectricité en important surplus, ce qui retarde à la fin du siècle le débat sur la pollution propre à cette source d'énergie du moment que les peuples autochtones soient entretemps compensés, donne au Québec un avantage éco-énergétique évident. Pour le capital, toutefois, c'est là un prétexte pour « *tout changer pour que rien ne change* » c'est-à-dire pour substituer l'hydroélectricité (et éventuellement l'hydrogène en découlant) au pétrole et au gaz, une fausse source d'énergie de transition, tout en ne transformant en rien la

structure socio-économique assise sur un nouveau type de productivisme-extractivisme, celui du lithium et consorts, et la même consommation de masse assise sur la propriété privée du logement devenant une combinaison de maisons surdimensionnées et de condominiums reflétant le creusement des inégalités, et de l'auto-solo subventionnée devenant un VUS-solo déployé dans des tentaculaires banlieues énergivores et dévoreuses de terres agricoles et de forêts ce qui avec la consommation carnée engendrent les zoonoses pandémiques. Cette mue de type capitalisme vert se finance par l'écofiscalité, une forme de taxe de vente régressive, sous le contrôle du capital financier qui en fixe en dernière analyse les bornes et le rythme lesquels assurent une transition trop lente par rapport à l'urgence climatique mais garantissant la rentabilité du capital vers une solution menant de Charybde en Scylla.

Un concret corpus revendicatif écosocialiste pour le Québec

De l'urgence climatique rigoureusement démontrée par le GIEC malgré sa sous-estimation des points de bascule et son biais pour des solutions capitalisme vert, de la critique du capitalisme vert en général et de celle de sa version tout électrique québécoise en particulier se dégagent les concrètes priorités suivantes :

- *Embauche immédiate de 250 000 personnes dans les services publics et le secteur communautaire selon les conditions de travail prévues par les conventions collectives pour à court terme le testage-traçage-quarantaine-soutien et la bonification drastique des services de santé-éducation-garderies*
- Zéro émission de GES énergétique en 2030 et d'origine agricole-industrielle en 2040
- Arrêt immédiat au Canada-Québec de toute nouvelle exploitation d'hydrocarbures et de construction de moyens de leur transport et arrêt de toute production d'hydrocarbures d'ici 2030
- Développement rapide des énergies solaire, incorporée dans les bâtiments, et éolienne de sorte à pouvoir soutenir les provinces et états voisins par l'exportation d'hydroélectricité en surplus en contrepartie de la fermeture des leurs centrales fossiles et nucléaires
- Consentement informé et explicite de la part des peuples autochtones pour tout projet d'exploitation des ressources naturelles sur leurs territoires ancestraux
- Socialisation (étatisation-démocratisation) immédiate du système financier et des transnationales stratégiques (énergie, transport, communication, pharmacie, distribution alimentaire) et contrôle des flux de capitaux internes et externes
- Réforme fiscale imposant lourdement le capital sous toutes ses formes et abolition des paradis fiscaux
- Indépendance du Québec pour se libérer de l'axe pétrolier Toronto-Calgary et de l'humiliant *Quebec bashing* afin de libérer l'initiative populaire
- Interdiction immédiate de la construction de maisons unifamiliales et en rangées
- Construction de logements collectifs éco-énergétiques, tendant vers la consommation zéro énergie net d'ici 2030, sociaux et coopératifs en nombre suffisant pour répondre à la demande (\pm 50 000 pas an)
- Mise à niveau éco-énergétique et électrification de tous les bâtiments se climatisant avec de l'énergie fossile d'ici 2030 et d'ici 2040 pour ceux utilisant l'hydroélectricité
- Interdiction de la vente de véhicules privés routiers et de loisir hors route d'ici 2025 et interdiction de leur circulation en 2030 quitte à se doter d'un programme de rachat
- Arrêt immédiat de la construction-bonification du système autoroutier, de trains aériens (REM) et de métros
- Transport actif (piétons, bicycles) et collectif (autobus, tramway, train...) dans la trame urbaine existante (autoroutes, boulevards, rues importantes) et en voies exclusives pour opérer un système gratuit, fréquent, confortable, électrifié, intra-urbain et interurbain, accessible partout d'ici 2030
- Système de taxi et d'autopartage communautaire d'ici 2030 à bon marché et électrifié accessible partout pour les usages que le transport collectif ne peut combler
- Agriculture biologique rurale et urbaine sans engrais ni herbicides/pesticides artificiels ni OGM essentiellement pour consommation locale et végétarienne avec mobilisation de la population urbaine et intégration citoyenne et syndicale du prolétariat agricole extérieur d'ici 2040
- Obligation d'ici 2030 de la part des entreprises manufacturières de garantir-réparer-reprendre-replacer-recycler leurs produits par un processus accessible et évident
- Zéro déchet d'ici 2030 en donnant la priorité à la réduction, à la ré-utilisation et au compostage sous l'égide d'une loi du cycle de vie à la charge des entreprises
- Interdiction d'ici 2040 de processus industriels générant des GES notamment pour les alumineries, les cimenteries et les fonderies

- Interdiction d'utiliser des arbres pour faire du papier-journal d'ici 2030 et du papier d'ici 2040
- Transport des marchandises à longue distance uniquement par train électrifié et cabotage sans GES d'ici 2040
- Livraison des marchandises par des véhicules électrifiés vers des points de chute accessibles par du transport actif, sauf pour la nourriture et les produits volumineux, d'ici 2030
- Contingentement immédiat et ensuite à la baisse des voyages aériens et des croisières sauf s'il y a utilisation de moyens de transport sans GES et sans autre type de pollution
- Réduction des GES d'origine militaire jusqu'à leur disparition d'ici 2030
- Solidarité internationaliste par l'ouverture des frontières aux personnes réfugiées, par la prise en compte du principe de la responsabilité différenciée, par la contribution du Québec indépendant au fonds du GIEC-ONU pour le climat en proportion de sa population, par la diffusion gratuite des connaissances scientifiques et technologiques pro-climat

Le gouffre entre prise de conscience et nécessité objective est un défi surmontable

La crise pandémique a montré qu'en un tourne-main l'État a pu redevenir presque partout l'acteur socio-économique central n'en déplaise à tous les chantres du néolibéralisme. Ce n'est pas la première fois. À l'orée de la Deuxième guerre mondiale, les gouvernements ont chamboulé économie et société de fond en comble. Plus près de nous, la « révolution tranquille » québécoise a fait de même en dix ou quinze ans sous impulsion étatique. La crise de 2007-08 a vu une massive intervention de l'État et en particulier l'implantation d'une jamais vue politique monétaire complètement non-orthodoxe et qui se maintient. Le but des ces interventions massives a toujours été toutefois de sauver le capitalisme de ses contradictions, en particulier celui financier.

Si l'économie de guerre a permis de régler le chômage de la crise de 1929, c'est au prix de millions de morts et de la baisse du niveau de vie. Si l'État-providence a créé les services publics arrachés au forces du marché et à l'esclavage domestique, c'est au prix de la bureaucratisation et de la trans-nationalisation de la société ce qui a rendu impuissant un prolétariat séduit par la consommation de masse et désarmé par l'anti-communisme crédibilisé par le stalinisme. Si le tout-électrique produit par des énergies renouvelables, avec une transition nucléaire et de BECSC, jouant à la roulette russe avec les points de bascule pourrait peut-être prolonger l'agonie civilisationnelle, ce serait au prix d'un fort et très austère autoritarisme, de la démocratie libérale jusqu'au fascisme, pétri de racisme et de sexisme.

Les impacts de ces coups de barre réformistes sur le peuple travailleur demeurent ambigus mais ceux sur la nature nocifs jusqu'à remettre en question l'équilibre écologique de l'Holocène si favorable à l'émergence de la civilisation. Si au début du XX^{ie} siècle, l'automobile à bon marché de Ford a réglé le problème du crottin et de l'urine de cheval qui asphyxiait les nouvelles mégalopoles tout en marginalisant les tramways électriques, c'est au prix de l'aliénation du travail à la chaîne, mais mieux payé, et surtout au prix de la hausse des émanations de CO2 du pétrole qui s'ajoutaient à ceux du charbon de la première révolution industrielle. Les « trente glorieuses » (1945-1975) ont consacré la consommation de masse et la société-spectacle comme un succédané clin-clan du bonheur au prix d'un enfer de solitude et de stress dans la cité tout en alignant l'écosystème terrestre vers la catastrophique terre-étuve de l'Anthropocène.

La pandémie permet à l'éducation anticapitaliste de rendre évident la faillite du marché sous la houlette du capital financier qui plonge le monde encore une fois dans une grave crise économique tout en démontrant qu'elle résulte d'une zoonose liée la déforestation, causée par l'hyper-consommation carnée et l'étalement urbain. On oublie trop cette déforestation, l'autre source importante de CO2, et cause principale de l'effondrement de la biodiversité, loin d'être non-négligeable au Québec et au Canada. S'ajoutent pour l'année 2020 la suite ininterrompue de catastrophes et phénomènes extrêmes climatiques qui vont dans le même sens. La pandémie permet aussi de démontrer la supériorité de la planification en autant que son but soit la santé publique et non le sauvetage de l'économie. En comparant l'Asie du Pacifique, le Canada et les ÉU, on montre que plus l'intervention étatique est systématique, plus la pandémie est sous contrôle. Cette réalité laisse à entendre qu'une démocratique planification anticapitaliste serait encore plus efficace et moins liberticide.

L'insertion ne peut se faire qu'en toute transparence et à contre-courant pour un programme écosocialiste

Depuis 2011, la capacité des peuples à se soulever n'est plus à prouver. Cette vague a touché, à géométrie

variable, autant les pays dépendants que ceux du vieil impérialisme, le Québec compris en 2012 même si la mobilisation étudiante n'avait pas réussi à battre le rappel du prolétariat organisé. Pour un bref moment, la colère contre la répression et le souffle d'une entrevue société nouvelle avaient suscité dans les quartiers des grandes villes et jusque dans les villages des marches nocturnes et une fragile organisation sommaire à la base. En 1972, la grève générale du mouvement syndical, silencieux en 2012, avait aussi pour un bref moment atteint une situation pré-révolutionnaire avec l'occupation de quelques villes moyennes et de stations de radio. Mais le leadership politique n'était pas au rendez-vous. Aujourd'hui, l'empilement et l'entrelacement des crises, cristallisés dans celle climatique voguant vers la terre-étuve, font douter de l'avenir de la civilisation.

Les peuples dorénavant éveillés à cette réalité commencent à rompre avec le soi-disant raisonnable centrisme politique poussé jusqu'à l'extrême-centre tellement la gouvernance néolibérale s'est imposée comme incontournable si on s'en tient à la voie parlementaire comme épine dorsale stratégique. Jusqu'ici la gauche, toujours lestée par le socialisme du XX^{ie} siècle, n'arrive pas à se sortir soit du campisme néo-stalinien soit de l'électorisme social-démocrate ou euro-communiste (ou de son miroir inversé, le mouvementisme). L'assaut fascisant sur le Capitole étasunien du six janvier démontre par contre que la droite extrême et l'extrême-droite sont en train d'apprendre tant à combiner leurs forces institutionnelles et non-institutionnelles qu'à combiner la tactique de la rue à celle des urnes et des tribunaux. Il n'en reste pas moins que ni leur racisme et sexisme tonitruants ni leur néolibéralisme sous-jacent offrent une solution à la crise civilisationnelle de notre temps. La gestion catastrophique de crise pandémique, aux ÉU, au Brésil et en Inde, en témoigne.

C'est dans cette conjoncture qui laisse voir la lumière au bout du tunnel que la gauche écosocialiste doit s'insérer :

La question est de savoir ce que nous faisons à ce sujet. L'antiracisme et l'antifascisme ne suffisent jamais. Quelle que soit la tactique exacte, un programme anticapitaliste (c'est-à-dire un programme révolutionnaire de facto) doit être popularisé à l'échelle de la société. Vous ne pouvez pas construire une alternative gouvernementale sur une base «anti», mais uniquement sur une alternative positive. Alors que la pandémie engendre une crise et un effondrement économiques et sociaux, un grand nombre de pauvres et de dépossédés se tourneront vers les fascistes et l'extrême droite si une alternative n'est pas construite. (Phil Hearse, [A Coup Attempt and a Fascist Riot: What Does it Mean for the United States?](#), ESSF, 9/01/21, ma traduction)

Un révolutionnaire n'hésite pas à être « *résolutionnaire* » en matière programmatique comme de plan d'action en autant qu'il l'est concrètement pour mener, tant dans un parti anti-néolibérale que demeure QS que dans le mouvement social, la lutte interne à contre-courant tout en participant à leur construction et à leur action. Un révolutionnaire qui prétendrait ne pas être « *résolutionnaire* » sombrerait dans la passivité et le suivisme vis-à-vis le capitalisme vert tout en laissant à d'autres la rude tâche de la lutte politique interne pour l'écosocialisme.

On se questionne d'ailleurs sur la raison d'être de ce brusque virage à bâbord du discours idéologique de la nébuleuse Presse-toi-à-gauche sans vouloir changer ses méthodes consensuelles — une marque de commerce de la gauche québécoise trahissant le manque de confiance en soi-même de l'opprimé — et ses alliances avec la gauche des appareils bureaucratiques, tout en durcissant la discipline organisationnelle pour éliminer les empêcheurs de tourner en rond. Se pourrait-il que constatant sa marginalisation croissante dans QS depuis la fondation du parti en 2006 à force de refuser de se constituer en pôle anticapitaliste à la Anticapitalistas, cette nébuleuse au comportement « centriste » oscillant de droite à gauche, pour ne pas devenir une simple agence d'information de la gauche, ait décidé de jouer le grand jeu du discours révolutionnaire du dimanche, sans toutefois rien modifier de ses pratiques, afin de ne pas disparaître comme actrice politique ? D'autant plus que cet apparent virage à gauche a fier l'allure vis-à-vis la gauche anticapitaliste hors Québec, Canada anglais compris, qui a bien du mal à comprendre ce coin francophone bien ancrée en Amérique du Nord mais qui a un je-ne-sais-trop-quoi d'allure européenne.

Marc Bonhomme, 15 janvier 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca